

---

## COMPTE RENDU

---

**Christopher Cramer, John Sender, Arkebe Oqubay, *African Economic Development*, Oxford University Press, 2020, 336 p.**

Il s'agit là d'un ouvrage remarquable d'analyse économique maîtrisant les théories et les mécanismes, appliqué au cas du développement économique, celui de l'Afrique. Les aspects complexes sont étudiés dans le détail, avec des prises de position souvent originales, à mi-chemin entre les positions orthodoxes (néoclassiques) et hétérodoxes (structuralistes, dépendantistes, etc.), mais surtout ressortissant à ce qu'on pourrait appeler des positions sensées et équilibrées. *In medio stat virtus*.

Comme le rappellent les auteurs, citant le poète et écrivain Robert Graves, « Il n'y a pas de bonne écriture, seulement une bonne réécriture (good rewriting) », et en effet cela a dû être le cas pour arriver à un texte aussi clair, précis et élégant, rare dans les livres austères (*dismal* !) de cette discipline qu'est l'économie politique.

Les auteurs, suivant en cela un des pionniers de l'économie du développement, Albert Hirschman dans un de ses ouvrages célèbres, *A bias for hope*, plaident en politique économique pour une attitude pragmatique, un réalisme consistant à connaître les limites de l'action, intermédiaire entre un certain pessimisme africain ou occidental (« on ne peut rien faire, tout est voué à l'échec ») et un optimisme excessif du genre Yaka (« il n'y a qu'à éliminer tel ou tel obstacle institutionnel ou culturel et tout ira bien, la voie d'une croissance harmonieuse sera enfin trouvée »).

Un autre aspect du livre consiste en la volonté d'élargissement à d'autres champs de la connaissance que la théorie économique, ie l'histoire, l'anthropologie, la politique, l'agronomie, et même l'art et la littérature<sup>1</sup>. « Nous sommes ouverts à l'idée d'apprendre des non-économistes », disent-ils, « et défendons l'humilité face aux atouts relatifs (et nombreuses faiblesses) des méthodes employées par les économistes. »

Cependant le livre est basé sur une solide connaissance des fondements de l'économie du développement, et aussi une bonne connaissance du continent. Il est divisé en quatre parties : le contexte général de l'Afrique, les stratégies de développement mises en œuvre, l'analyse de la pauvreté et du travail, axée sur le monde rural, et finalement les politiques économiques envisagées.

Dans la première partie, les auteurs rappellent justement que le développement capitaliste n'est « ni linéaire ni harmonieux, jamais indemne de frictions dans son essor ». On pense à la phrase de Lénine, pour une fois dans la droite lignée de Marx et Engels : « Il ne faut pas confondre le développement capitaliste, heurté, fiévreux, spasmodique, avec une absence de développement. »

Suivent des exemples historiques judicieux, comme le chaos et la misère des franges des grandes cités africaines qui rappellent très exactement la situation des

---

<sup>1</sup> Evelyn Waugh est même cité, pour son *Remote People*, livre de voyage en Afrique des années 1930, petit travelogue humoristique, lorsque l'écrivain est envoyé pour couvrir le couronnement de l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié, même s'il est traité par nos auteurs de raciste (et même *offensively racist*)...

grandes villes européennes comme Londres au XIXe siècle. Est ensuite présentée la similitude sur différents plans entre le développement capitaliste passé en Occident ou en Asie de l'Est et celui qu'on constate aujourd'hui en Afrique : travail forcé, travail des enfants, brutalité patronale et étatique, difficile adaptation au rythme du salariat, etc.

Dans ce chapitre, les auteurs présentent la thèse d'Acemoglu et *alii* pour expliquer le développement plus faible en Afrique : les Européens y ont apporté des institutions extractives, alors que dans les continents vides où ils ont pu s'installer ils ont apporté avec eux des institutions, inclusives, favorables au développement. Cependant cette thèse n'explique pas pourquoi l'Afrique subsaharienne a été en retard par rapport aux autres civilisations, ce qui a permis et la traite et la colonisation. Pour rendre compte de cela, il faut se reporter sur un plan historique à des analyses basées sur la géographie, non abordées par les auteurs, notamment à celles de Jared Diamond (voir encadré). Suit dans le chapitre un panorama largement statistique de l'état de l'Afrique, avec les réels progrès réalisés depuis les années 1990.

---

#### Les raisons du retard du développement de l'Afrique sur le plan historique

i) L'isolement géographique, les océans, la barrière du Sahara. Trois mois pour le traverser, risques énormes, autre océan, 'ports' au sud et au nord du Sahara. Autrement dit, les grandes inventions, comme la roue, la monnaie, l'écriture, la voile, n'ont pas atteint l'Afrique subsaharienne du fait de cette coupure. Elle n'a pas bénéficié des découvertes faites dans les régions plus peuplées du monde, en Asie et en Europe.

ii) Les côtes rectilignes. L'Europe peut apparaître comme une péninsule, et même « une péninsule de péninsules » (Eric Jones), avec de grandes îles. Abris naturels pour la navigation, facilité des déplacements par voie d'eau, mers protégées (Baltique, Méditerranée), donc échanges faciles, spécialisation, croissance, tout cela est rendu impossible ou plus difficile en Afrique.

iii) Orientation Est-Ouest et Nord-Sud des continents (Jared Diamond). La circulation des techniques et des produits, notamment dans le domaine agricole, est facilitée par une orientation Est/Ouest, du fait d'un climat largement similaire sur des zones étendues : les mêmes plantes, les mêmes animaux, les mêmes pratiques peuvent se diffuser facilement, d'où un effet favorable pour l'adoption des meilleures techniques, un enrichissement mutuel à travers le continent eurasiatique, de la Chine à l'Europe. Au contraire, dans une orientation Nord/Sud, comme en Afrique ou dans les Amériques, on passe de climat froid à des climats tempérés, puis subtropicaux, tropicaux, équatoriaux, puis dans l'autre sens, vers le sud, tropicaux, subtropicaux, tempérés, froids, etc. Autrement dit, les mêmes plantes, les mêmes animaux, ne peuvent être cultivés ou utilisés, les techniques sont différentes, les pratiques ne peuvent se diffuser, être imitées, la nature est un obstacle au développement.

Ces raisons peuvent en partie expliquer sur le plan historique le blocage relatif en Afrique subsaharienne, à l'inverse de la croissance économique, des inventions et du progrès technique qui se sont diffusés en Eurasie. Exemple de barrière climatique, la fin de l'expansion bantoue à la Fish River, début du climat méditerranéen au sud de l'Afrique australe. Facilité de l'implantation hollandaise en 1652 dans la région du Cap, ne trouvant en face d'eux qu'une population clairsemée de Bushmen et Hottentots (repoussés eux-mêmes par l'avancée bantoue).

---

Le chapitre suivant examine les grandes théories souvent opposées du développement économique en Afrique, des théories néoclassiques aux théories structuralistes, marxistes, dépendantistes et tiers-mondistes. Les auteurs constatent que sur la période depuis les Indépendances (1960) jusqu'aux années 2010, c'est l'Éthiopie, le pays non exposé à la colonisation (sauf six ans entre 1935 et 1941) qui a connu la

plus forte croissance. Il manque cependant au graphique (page 47) le cas du Botswana, considéré comme un exemple positif.

Une position souvent affirmée est que les pays pauvres peuvent éviter le long processus de développement à travers l'industrialisation, « qui historiquement a été socialement déstabilisant, largement exploiteur, et nuisible pour l'environnement », grâce au développement des services, comme les informations et communications ou le tourisme. Pour les auteurs au contraire, suivant Nicholas Kaldor, le secteur manufacturier est un moteur essentiel de la croissance et l'investissement joue également un rôle crucial, surtout s'il peut être accompagné de rendements croissants, dont l'existence est le plus souvent négligée par les économistes, en particulier dans le cas des premières étapes du développement. Et le développement industriel passe par la croissance des exportations, pour financer les importations nécessaires, exportations dont la diversification est une garantie de croissance régulière des recettes en devises.

De même, les auteurs, suivant en cela Keynes et bien d'autres économistes non orthodoxes comme Hirschman, renversent la proposition néoclassique que l'épargne précède l'investissement, « un chien appelé épargne agite la queue appelée investissement », pour l'affirmation opposée où l'épargne suit. Plus largement, ils sont sceptiques sur les programmes d'austérité du FMI et de la Banque mondiale, et privilégient plutôt les approches hétérodoxes comme le rôle des infrastructures économiques et sociales. Pour eux, les investissements publics (infrastructures de transport, hôpitaux, écoles...) n'évincent pas ceux du secteur privé, mais peuvent les inciter, les multiplier.

Les auteurs ressuscitent des pionniers comme Michal Kalecki, souvent oublié même dans les ouvrages spécialisés. Son analyse de l'importance des 'wage goods' et de leurs prix, *ie* les biens consommés en priorité par les salariés du bas de l'échelle, est utilement exposée dans l'ouvrage : en résumé il est essentiel d'éviter une hausse des prix de ces biens par rapport aux bas revenus, autant urbains que ruraux, qui entraîneraient des hausses de salaires nominaux, affectant la capacité d'investissement des firmes.

Un passage illustre parfaitement les conditions dans les pays les plus pauvres, qui vaut la peine d'être cité en entier : « Dans les pays à bas revenu, un grand nombre de gens stagnent dans des activités rurales à faible productivité, ils vivent et travaillent dans de petites fermes, et aussi dur qu'ils peinent, ils ne dégagent que de pauvres productions, souvent de valeur faible et de peu de rapport. Nombreux vivent loin de routes en dur et de voies ferrées, marchent des heures vers des marchés hebdomadaires, chargés de bananes ou de tomates, pour revenir vers des parcelles sans irrigation ni engrais chimiques pour accroître les rendements. ... Leurs enfants n'ont souvent que peu d'aliments nutritifs et d'eau saine à boire, et sont peu desservis par des unités médicales ».

À partir de là, comme Arthur Lewis l'a noté dans son célèbre modèle de 1954, le développement implique de déplacer des ressources des activités à faible productivité vers d'autres à plus haute productivité, *ie* notamment de l'agriculture vers les secteurs manufacturiers.

Ni les politiques favorables à l'ouverture extérieure (ex. des noix de cajou au Mozambique) ni celles favorables à une certaine protection et un développement auto-centré (« qui clouent la fameuse thèse Prebisch-Singer sur la porte de l'orthodoxie néoclassique », selon l'expression amusante des auteurs) n'ont eu d'effets systématiquement favorables. On peut cependant noter que toutes les stratégies protectionnistes d'industrialisation par substitution aux importations ont été abandonnées et que contrairement aux thèses tiers-mondistes les stratégies de diversification à l'exportation ont produit des résultats positifs. La malédiction des ressources naturelles

et le syndrome hollandais ne sont pas davantage synonymes d'échec économique, comme de nombreux exemples le montrent (Venezuela avant Chavez, Afrique du Sud...).

Le livre prend position en faveur des échanges internationaux, avec l'idée que l'équilibre de la balance des paiements n'est pas une fin en soi. Les importations sont une nécessité pour le développement (biens de capital, intrants, technologie, aliments), en permettant les investissements, et donc il faut aider en parallèle la croissance des exportations pour les financer. En cela il s'oppose à la vision pessimiste tiers-mondiste et dépendantiste selon laquelle il y aurait peu de place pour une croissance régulière des recettes réelles d'exportation pour les pays pauvres, du fait de leur spécialisation primaire.

Sur les termes de l'échange, la vieille controverse après Prebisch-Singer est évoquée. Les auteurs rappellent que la question reste ouverte, qu'il n'y a pas de dégradation évidente des prix réels des produits primaires à long terme, et donc que les pays africains n'ont aucun intérêt à négliger les investissements dans les secteurs de matières premières exportateurs. De la même façon les pays africains pourraient davantage mettre à profit les arcanes des organisations internationales comme l'OMC, comme ont su le faire les pays d'Amérique latine ou d'Asie.

Le fameux débat des pionniers de l'économie du développement sur la croissance équilibrée vs la croissance déséquilibrée est abordé dans le chapitre 6, dans lequel la position de Hirschman en faveur de la seconde est largement retenue, avec la formule célèbre et paradoxale du grand économiste : « Si on veut que l'économie avance, la tâche de la politique de développement sera de maintenir les tensions, les disproportions et les déséquilibres. » Avec l'idée que de toute façon, une croissance équilibrée est impossible, étant donné les multiples problèmes d'une économie pauvre, et qu'on va aller d'une résolution de difficulté à une autre, le déséquilibre appelant à trouver des solutions, donc à entretenir le dynamisme et les investissements visant à débloquent un goulet d'étranglement ou les freins qui apparaissent.

Comme la fameuse main invisible de Smith, Hirschman introduit la main cachée (*hiding hand*) dans son analyse, autrement dit « une façon de provoquer les changements par des erreurs » ; la main cachée « implique de sous-estimer les difficultés probables d'un projet mais aussi les capacités à résoudre les problèmes de ceux qui sont en charge, autrement dit à sous-estimer la créativité et la réactivité des responsables. »

La vision néomarxiste de Samir Amin est également évoquée, pour qui le capitalisme étant entré dans une phase sénile, les pays pauvres sont condamnés à la misère, « capitalisme incapable de générer des emplois décents et seulement capable de produire une planète pleine de taudis », d'où un « fossé croissant » et un « écart grandissant ». Avec le développement plus rapide des pays au sud et le rattrapage depuis une trentaine d'années de certains pays, l'absurdité de telles positions ne peut que sauter aux yeux. Mais naturellement, aucune reconnaissance de leur erreur n'est à attendre des tiers-mondistes (dans la lignée de toutes les idées à la Paul Baran, Arrighi, Gunder Frank, etc.), dont les thèmes ont été martelés jusqu'aux années 1990.

Un passage extrêmement intéressant, dans le chapitre 7 sur l'emploi salarié en Afrique concerne les domestiques, dont l'abondance et le coût faible caractérisent les sociétés pauvres. C'est le cas de l'Europe vers 1900, même dans les pays comme l'Angleterre ayant déjà plus d'un siècle de révolution industrielle, où « environ 1,7 million de femmes et de filles étaient employées comme servantes, le service domestique était plus important que l'emploi agricole en 1901, plus que dans les mines, et même plus que dans le textile. » Des emplois méprisés, considérés comme improductifs, sans impact sur la vie politique. De même en Afrique aujourd'hui.

Même si le niveau reste encore faible, l'industrie a progressé partout en Afrique, comme le montrent les données citées : l'emploi manufacturier est passé de 561 000 en 1995 en Éthiopie à 2 825 000 en 2011 ; au Kenya de 747 000 à 1 990 000, et ainsi de suite. Ils étaient moins de 50 000 dans ces deux pays en 1960.

Les données démographiques s'opposent également au pessimisme concernant les taux de fertilité, ceux-ci baissent bel et bien en Afrique qui a entamé progressivement depuis les années 1980 sa transition démographique.

Les chapitres sur la pauvreté sont au cœur du sujet, puisque l'Afrique subsaharienne compte plus de la moitié de la population pauvre du monde (moins de 1,90 dollars par jour) et que les prévisions de la Banque mondiale établissent que ce chiffre passera à 87% en 2030. Le repérage statistique fait débat et les auteurs considèrent qu'il y a une surestimation de la pauvreté africaine. La plupart des pauvres en Afrique sont dans le monde rural, où le pourcentage de pauvres est trois fois plus élevé que dans les villes. Et les deux tiers de la population vivent encore dans les campagnes en Afrique, parfois plus de 80% comme en Éthiopie, Ouganda, Niger, Malawi, Burundi, Soudan du Sud. Les auteurs nuancent ainsi les affirmations habituelles, en signalant de nombreuses exceptions.

À côté de tous les indices de pauvreté déjà existants, ils proposent le leur, original, le EDI, *Extreme Deprivation Index*, à partir de dix biens types, non alimentaires, comme un lit, une torche, une thermos, un téléphone, un réchaud, des placards, une table, un sofa, une radio..., avec un score de 1 pour chaque bien possédé. Les plus démunis ont un score de 0 à 2, et les enquêtes sont faites surtout en Afrique de l'Est. Ils montrent que le manque d'éducation et la pauvreté extrême sont liés. D'une façon générale, les plus pauvres en Afrique vivent dans des foyers sans homme, sans instruction adéquate, unités de petite taille, risquant la sous-nutrition et une fréquence élevée de grossesse adolescente. Enfin les plus pauvres sont des ouvriers ruraux, des gens qui doivent s'embaucher pour un salaire, à la différence de ceux qui vivent de la terre qu'ils exploitent.

Les craintes souvent soulignées sur un processus liant croissance démographique et dégradation environnementale paraissent largement infondées aux auteurs, qui voient même parfois dans le réchauffement climatique des effets favorables pour la production agricole, comme en Éthiopie avec le café. De la même façon les annonces ultrapessimistes des années 1980 sur l'effet du HIV en Afrique ont été largement démenties.

La révolution verte a tardé sur le continent, selon une antienne bien connue, et les chiffres suivants ne laissent pas d'impressionner : entre 1965 et 1983, les VHR (variétés à haut rendement) de riz et de blé se sont développées sur plus de 120 millions d'ha en Asie et en Amérique latine, mais seulement sur 0,7 million en Afrique subsaharienne. Les raisons sont pourtant bien connues, analysées par les auteurs, comme le fait que l'irrigation est moins pratiquée (en Asie du Sud, les zones irriguées représentent 42% des champs cultivés, en Afrique 95% des cultures sont pluviales), que les engrais sont moins diffusés (par exemple au Bangladesh, leur consommation est de 280 kg par ha, alors qu'en Afrique elle n'est que de 15), et enfin que les plantes principales, comme le mil et le sorgho, n'ont pas fait autant l'objet de recherches. Tout cela implique un énorme potentiel de développement agricole en Afrique, lorsque toutes ces pratiques seront étendues. Car les VHR ont maintenant progressé, plus entre 2000 et 2010 par exemple que dans les quatre décennies précédentes, améliorant de façon très importante la productivité et les rendements.

Malgré le pessimisme répandu sur la production agricole africaine depuis les années post-indépendance, celle-ci a largement augmenté dans la plupart des pays, avec des exceptions notables comme le Zimbabwe guidé par des politiques sans au-

cune logique économique. La baisse de la malnutrition infantile confirme cette croissance, de même que l'élimination des famines et la réduction de la faim, en dehors des zones de guerre : « Une analyse économétrique suggère que la hausse de l'offre alimentaire totale a été associée à une charge plus réduite de la faim chronique en Afrique » (p. 228).

Les conseillers ou experts envoyés par les organismes internationaux ou les pays donateurs sont souvent mal vus par les fermiers africains. Les auteurs ont « rencontré des fermiers capitalistes ayant réussi, qui riaient simplement à l'idée que des conseillers sans expérience, avec du lait qui sortait encore du nez (*wet-behind-the-ears*), pouvaient savoir de quoi ils parlaient et auraient la moindre chose d'utile à dire ».

Dans le chapitre final, retour à Hirschman et au « possibilisme », à une certaine modestie devant la réalité qui amène les auteurs à exprimer leur point de vue sur le développement de l'Afrique. Une évocation bienvenue est celle du grand keynésien Robert Heilbroner (1919-2005), et son livre culte sur les penseurs en économie (*The Worldly Philosophers*, 1953), c'est-à-dire les économistes, philosophes du monde réel, du terre à terre. À noter que le mot *worldly* est un des plus difficiles à traduire en français, et que l'édition française s'est bornée à un plat : Les grands économistes... On pourra signaler en passant un autre ouvrage du même auteur, particulièrement éclairant, mais non traduit en français, ce qui est bien dommage, *The Making of Economic Society* (1963), le premier est un livre d'histoire de la pensée économique, le second un livre d'histoire des faits économiques.

Dans la dernière partie, les propositions de politique économique formulées par les auteurs peuvent être résumées en quelques points. i) Favoriser un haut taux d'investissement, mené par l'État. ii) Pousser à la formation de grandes firmes, « champions nationaux », sur des bases publiques et privées. iii) Favoriser le commerce extérieur, exportations et importations, car plus de firmes et d'investissement entraîneront davantage d'importations, qu'il faudra bien financer par des exportations. iv) Cibler les investissements, tant publics que privés, dans les activités de main d'œuvre, en particulier féminine, avec des mesures pour favoriser la formation des filles ; cibler aussi les investissements dans les secteurs exportateurs et dans les secteurs produisant des biens alimentaires ou basiques pour la population. v) Adopter des mesures sociales et favorables aux syndicats pour améliorer conditions de travail et productivité et réduire la pauvreté. vi) Contrôler l'inflation pour les produits de base.

À la fois sceptiques sur le pessimisme ayant souvent cours à propos de l'Afrique, comme sur les approches étroites et un peu naïves de l'Afrique émergente dynamique, ainsi que sur les visions traditionnelles « *mainstream* » des économistes néo-classiques et des organisations internationales, les auteurs brossent un large panorama et une analyse multidisciplinaire sur le développement africain, en prônant une voie de développement qualifiée de possible. *African economic development* mérite une large lecture et apporte aux économistes de riches mises en perspectives avec les recherches engagées en économie du développement sur ce continent.

**Jacques Brasseur**

**Carlos Lopes, L'Afrique est l'avenir du monde. Repenser le développement, Seuil, 2021.**

Le livre s'ouvre par une préface très riche d'Alain Supiot, Professeur émérite au Collège de France. Une remarque cependant. A. Supiot considère que l'Afrique a un avantage écologique sur les pays développés, car c'est le continent le moins avancé dans le modèle économique issu de la révolution industrielle « qui a entraîné le monde dans une impasse écologique ». Mais peut-être faudrait-il nuancer le propos concernant l'Afrique, car les pays développés sont ceux où l'écologie et ses préoccupations, ainsi que les remèdes, ont pris une part croissante, et non les pays les plus pauvres et ce, pour une raison très simple : lorsque vous devez faire face aux besoins élémentaires, vous êtes moins préoccupé par les soucis environnementaux, et donc la pollution est beaucoup moins contrôlée. C'est lorsque les revenus s'élèvent qu'on commence à affronter ces questions<sup>1</sup>.

Le livre est très bien écrit, et la traduction de Cyril Le Roy excellente<sup>2</sup>, la forme est très agréable et il se lit facilement. Lopes prend résolument parti pour l'industrialisation en Afrique, seule voie du développement, parce qu'elle crée des emplois, permet une hausse de la valeur ajoutée et des revenus, une diversification de l'appareil productif et « qu'il s'agit d'une étape dans la transformation des systèmes productifs et la modernisation des écosystèmes économiques. » Peut-être y a-t-il un paradoxe avec la recherche d'un développement écologique (« un développement durable inclusif » selon le jargon actuel), la suite le dira. On peut remarquer combien le vocabulaire change en seulement dix ans, personne n'aurait à l'époque utilisé ce terme 'inclusif', alors qu'il est maintenant partout.

L'insistance sur les échecs du fameux Consensus de Washington est faite de façon peu nuancée : « nombreux sont ceux qui ont commencé à se demander si les mécanismes du marché pouvaient seuls suffire, comme le prêchaient les institutions de Bretton Woods, depuis Washington » ; « les acteurs institutionnels qui étaient auparavant convaincus que le marché saurait à lui seul corriger l'ensemble des déséquilibres » ; « la défense acharnée des positions les plus orthodoxes »... C'est une simplification, ni la Banque mondiale ni le FMI n'ont jamais compté sur le marché seul, même dans les années 1980 et 1990, ils ont toujours insisté sur le rôle essentiel des institutions, et notamment de l'État ; en faire des purs et durs du seul marché comme solution est inexact. On doit aussi ajouter que le redémarrage des économies africaines dans les années 1990 est aussi la conséquence d'un desserrement des contraintes étatiques et socialisantes des décennies suivant les indépendances ; c'est l'adoption de politiques économiques un peu plus libérales qui a relancé la machine, et non pas davantage de planification centrale.

Le chapitre 2 traite des aspects politiques. Il s'intitule 'Réformer la politique', mais on n'est guère avancé sur les voies de réformes à mettre en place. Avec la pauvreté, c'est sans doute le problème le plus important sur le continent, si on en juge par les conflits, les tensions, les régimes qui y règnent. Cependant, malgré tous les obstacles soulignés par l'auteur – comme le classique découpage arbitraire des frontières laissé par la colonisation – la démocratie a progressé. Sans qu'il y ait pour autant de relation directe entre démocratisation et développement, comme le livre l'analyse, on peut considérer un régime démocratique comme un bien en soi, indépendamment

<sup>1</sup> Cf. les travaux d'Alan Krueger, présentés par Eamonn Ives : 'Alan Krueger and the economics of pollution', CapX, 20 mars 2019 (en ligne).

<sup>2</sup> Page 57 un terme interrogé, c'est celui de 'suborné'. « Le système judiciaire et les partis politiques ... restent subornés ». S'agit-il d'une coquille, et doit-on lire 'subordonnés', ou bien du mot ancien suborné qui signifie corrompu ? Dans le deuxième cas, on ne peut que louer l'érudition du traducteur.

des liens avec l'économie. Nombre d'auteurs sont cités dans ce chapitre, notamment des auteurs africains, ce qui change des ouvrages *mainstream* en économie, et qui est bienvenu et intéressant. On peut citer par exemple Peter Ekeh et sa formule choc : « Le colonialisme est à l'Afrique ce que la révolution industrielle et la Révolution française ont été à l'Europe ». Une formule très juste, même extrêmement lucide : la rencontre a transformé définitivement le continent. Des vieilles lunes sont aussi évoquées, comme Walter Rodney (*Et l'Europe sous-développa l'Afrique*) ou Samir Amin, son *Accumulation à l'échelle mondiale* et sa *Déconnexion*, et là on peut rester plus sceptique, car d'une part l'Europe n'a pas causé le retard africain, il préexistait, sinon la colonisation n'aurait pas été possible. Les pays européens ont pu annexer des continents entiers parce qu'ils avaient alors une supériorité technique, militaire, scientifique, économique et financière, ayant fait leur révolution industrielle en premier. De plus, les préconisations de Samir Amin, comme la déconnexion vis-à-vis du système capitaliste mondial, n'ont provoqué qu'appauvrissement et misère accrus, c'est le cas de tous les pays qui se sont ainsi isolés.

L'auteur affirme plus loin que « la démocratie libérale n'a pas émergé à cause mais en dépit du capitalisme » (p. 56), ce qui est contestable puisque la démocratie n'a jamais pu advenir dans les pays non capitalistes, le capitalisme ou plus largement la liberté économique sont la condition nécessaire – quoique non suffisante – de la pratique des autres libertés, tout simplement parce que c'est le seul système économique qui offre une certaine séparation des pouvoirs entre pouvoirs économiques et pouvoirs politiques, et que sans cette séparation il ne peut y avoir de démocratie, ceux en place, au sommet, concentrant trop de pouvoirs et tendant à en abuser, comme les exemples abondent. Il faut des garde-fous, et la séparation des pouvoirs en est l'élément essentiel. Carlos Lopes parle avec réticence de pays comme Maurice et le Botswana, « qui ont pu enregistrer *certain progrès économiques* sous des régimes *supposément démocratiques* ». On peut pourtant penser que ces progrès économiques sont bien réels, et que la démocratie y est plus que supposée et ces deux pays ne font pas exception à la règle, avec des démocraties imparfaites, mais comme toutes les autres.

Le chapitre 3 traite de la diversité africaine, du panafricanisme, de l'histoire du continent et des diverses perceptions à ce propos. Lopes traite de façon un peu injuste l'écrivain américain Paul Theroux, son livre de 2014 (*The Last Train to Zona Verde*), « plein de clichés », et comparé à « un discours de Léopold II » ! Il accuse par exemple son auteur de prendre pour la vie réelle des gens, en Namibie, une mise en scène destinée aux touristes. C'est peu crédible, car Theroux a vécu en Afrique et connaît bien le continent, jamais il ne ferait cette confusion<sup>3</sup>. D'ailleurs son livre, qui relate un voyage du Cap vers Luanda, critique surtout les gouvernants de l'Angola, une clique détournant des millions grâce au pétrole du pays et laissant la population dans la misère.

Dans le chapitre 4 l'auteur traite des politiques économiques, surtout celles conseillées par l'extérieur, les politiques orthodoxes du FMI et de la Banque mondiale, dans le cadre du fameux consensus de Washington. Il les critique sévèrement, comme c'était le cas dans les années 1980-1990 pour leurs effets sociaux négatifs, mais sans parler des politiques mises en place par les pays africains après les Indépendances, inspirées des idées marxisantes (contrôle des prix, fermes et firmes d'État, faibles rémunérations aux producteurs agricoles, frein aux investissements étrangers, interventionnisme public, etc.), qui ont largement abouti à un échec et à un accroissement de la misère, du Ghana de N'Krumah à Madagascar de Ratsiraka, en passant par la Tanzanie de Nyerere ou la Guinée de Sékou Touré. Le tournant en

---

<sup>3</sup> Voir d'autres récits de voyage du même auteur, comme *Dark Star Safari, Overland from Cairo to Cape Town*, Penguin Books, 2003.

faveur du marché a été opéré dans les années 1990, avec une croissance d'environ 5% l'an depuis.

Dans les années après les Indépendances, une croyance répandue était qu'un développement du type du socialisme réel était indispensable dans les pays pauvres. Le cas de l'URSS, qui avait réussi à s'industrialiser rapidement avec la planification impérative sous Staline, quand le monde capitaliste était plongé dans une longue dépression, était naturellement dans tous les esprits. Ainsi, pour Kwame Nkrumah : « *Le cercle vicieux de la pauvreté ne peut être brisé que par une stratégie globale de planification* ». En outre, le colonialisme était profondément associé au capitalisme et il n'est pas surprenant que de nombreux pays aient opté pour une voie socialiste au cours des décennies suivantes. L'échec de toutes ces expériences, du Zimbabwe à l'Éthiopie, de la Tanzanie au Ghana, en passant par la Guinée ou le Bénin, comparé aux réussites relatives de pays comme le Kenya, le Sénégal, le Botswana ou la Côte d'Ivoire, est maintenant patent et elles ont été abandonnées. La vision de Marx et Engels, selon laquelle le capitalisme a un rôle historique à jouer, celui de réaliser l'accumulation du capital, est revenue en force, il n'y a pas de raccourci vers le développement, l'efficacité du capitalisme de marché est une nécessité. L'impéritie des firmes d'Etat, des fermes collectives<sup>4</sup>, l'impossibilité de commander par le haut une économie en remplaçant les milliards d'ajustements permanents du marché, tout cela a été peu à peu compris et accepté, d'autant plus que la catastrophe économique soviétique des années 1970 et 1980, suivie de la chute du régime en 1989, ont ôté toute illusion sur ce modèle de développement.

En 1981, les institutions de Bretton-Woods, le FMI et la Banque mondiale, ont été à l'origine d'un rapport<sup>5</sup> qui va marquer un changement radical en Afrique, des orientations étatistes et dirigistes vers des politiques favorables au marché. Il s'agit de privatiser les entreprises publiques inefficaces, de libérer les prix et dévaluer la monnaie, rééquilibrer budgets et comptes extérieurs, réduire les subventions et les impôts, diminuer les effectifs de la fonction publique. Ces programmes, appliqués en contrepartie de l'attribution des prêts, font partie de ce qu'on a appelé *l'ajustement structurel*, censé remettre l'économie sur les rails, favoriser la croissance. Ils impliquent la perte de privilèges et de rentes pour les bureaucraties et affidés des pouvoirs, et leur coût social a été élevé, bien décrit par Carlos Lopes, mais en l'absence d'autres solutions, la plupart des pays les ont adoptés.

L'accent dans les années 1990 a porté sur la mise en place d'une bonne gouvernance, c'est-à-dire de meilleures politiques économiques (baisse de l'inflation, équilibre budgétaire, ouverture aux échanges extérieurs) et d'institutions adaptées<sup>6</sup>, favorables au développement. On peut en donner les exemples suivants : la garantie des droits de propriété, le bon fonctionnement des mécanismes du marché, la sécurité des échanges, le respect du droit, l'autorité de l'État, l'intégrité des administrations, les mécanismes de représentation populaire, la mobilité des facteurs de production, la liberté d'entreprendre, les comportements civiques, le degré de confiance et l'éthique. La stabilité politique est aussi essentielle, et des progrès ont été réalisés dans ce domaine dans nombre de pays, rendant compte également du retour à la croissance.

<sup>4</sup> Ainsi des « villages socialistes » (*Ujamaa*) en Tanzanie, lancés par Julius Nyerere en 1967 dans la fameuse déclaration d'Arusha, produisent en 1980 moins de 2% de la production agricole avec 20% de la main d'œuvre.

<sup>5</sup> *Accelerated Development in sub-Saharan Africa, an Agenda for Action*, World Bank, ou Rapport Berg, du nom de son auteur Elliot Berg.

<sup>6</sup> Dans l'analyse de Daron Acemoglu et James Robinson, il s'agit des *institutions inclusives* (versus *extractives*), qui favorisent la participation, au lieu d'exclure la majeure partie de la population au bénéfice d'une minorité prédatrice, comme dans le cas du Zaïre de Mobutu. Voir *Why Nations Fail?*, Crown, 2013.

De même que la réduction du poids de la dette dans les années 1990, à la suite des programmes d'allègement centrés sur l'Afrique.

Plusieurs points dans le chapitre sont quelque peu maladroits. Ainsi l'auteur cite Krugman qui critique la position de « Schumpeter et autres apologistes de la Grande Dépression » (p. 87). On chercherait en vain dans l'œuvre de ce dernier un quelconque éloge de la crise de 1929. Considérer que les crises sont l'occasion de changements radicaux n'est pas faire leur apologie, les crises sont et restent une des tares du capitalisme. Les économistes cités sont dans l'ensemble plutôt keynésiens et interventionnistes, comme Krugman, Ha-Joon Chang, Rodrik, Stiglitz. Concernant Stiglitz, rappelons que s'il est un analyste économique et théoricien hors pair, il n'est cependant pas aussi apprécié sur le plan de la politique économique, comme le rappelle Kenneth Rogoff<sup>7</sup> dans une lettre ouverte très critique.

Sur les inégalités, si les pays émergents et l'Afrique ont connu une croissance plus forte que les premiers pays industrialisés depuis quelques décennies, comme le rappelle très bien l'auteur, cela signifie un rattrapage mondial, une convergence des économies. La réalité est à l'opposé des thèmes récurrents des années 1960 à 1990 sur « le fossé Nord/Sud grandissant », « l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres », thèmes développés par les tiers-mondistes et les néomarxistes de l'époque, mais aussi par des économistes *mainstream*, comme Lant Pritchett dans son article fameux : 'Divergence, Big Time'<sup>8</sup>. Il y a donc en même temps réduction des inégalités mondiales (entre pays) et accroissement des inégalités internes (dans les pays). Ce dernier phénomène ne veut pas dire accroissement de la pauvreté, bien au contraire. Il y a un *trade-off* entre les deux : ainsi en Chine les inégalités internes ont explosé après les réformes de Deng Xiaoping en 1979, mais la pauvreté a été réduite massivement et une immense classe moyenne s'est formée. À l'inverse, les péronistes depuis 1950, en redistribuant à tout va, ont transformé l'Argentine, dont le niveau de vie était le même que celui de la Hollande ou la Belgique après la guerre, en pays du tiers-monde, et aujourd'hui l'économie du pays est toujours sinistrée, avec des péronistes encore au pouvoir. En Afrique également, les mesures les plus fortes de socialisation et de redistribution ont bloqué les économies et accru la pauvreté après les Indépendances.

L'auteur rappelle bien cette réalité lorsqu'il écrit, dans le chapitre suivant (p. 106), « En Asie de l'Est, par exemple, les données montrent que l'extrême pauvreté a très rapidement reculé, même si c'est cela s'est accompagné d'un creusement des inégalités. » Les deux facteurs sont liés, une société capitaliste à croissance forte voit augmenter les inégalités, les occasions de s'enrichir se multipliant pour les plus entrepreneurs, et en même temps la hausse de la production réduit la misère de masse. Ce chapitre porte sur l'industrialisation en Afrique et l'auteur préconise avec raison sa nécessité, notamment en partant des matières premières, en les utilisant, les transformant, matières premières agricoles et minérales, qui sont les richesses initiales de tout pays au début de son développement.

On peut contester certaines formulations, comme p. 117 : « la forte demande en matières premières et la hausse des cours ... sont à l'origine de la forte croissance en Afrique ». Il serait plus juste de dire, sont une des raisons à l'origine de cette croissance, d'autres facteurs ayant joué, comme le changement radical des politiques économiques évoqué plus haut. Ce que reconnaît d'ailleurs l'auteur lorsqu'il parle, p. 116, des erreurs initiales : la stratégie de substitution d'importations « a finalement été contrariée par les limites d'un modèle où l'État dirige la production plutôt

<sup>7</sup> "An Open Letter to Joseph Stiglitz", FMI, 2 juillet 2002.

<sup>8</sup> Journal of Economic Perspectives, vol. 11, n° 3, été 1997.

que de jouer le rôle de facilitateur (modèle marqué par l'économie politique mondiale de l'époque). »

Le chapitre paraît tout à fait juste, et l'industrialisation en cours, la formation d'une classe moyenne, sont autant d'éléments qui le montrent. De même que le chapitre suivant, sur le développement agricole. L'auteur préconise diverses politiques et actions pour stimuler la productivité (hausse de la production par tête) et des rendements (production par ha) et ainsi favoriser l'industrialisation. Sous-jacente est l'analyse de Kuznets<sup>9</sup>, pour qui le développement agricole est essentiel, et pour la croissance économique globale, et pour le processus d'industrialisation. Comme l'Angleterre l'a montré en premier, avec sa révolution agricole des années 1720, suivie par la révolution industrielle des années 1760 et suivantes. Une agriculture prospère agit, selon le prix Nobel d'économie en 1971, de quatre façons dans ce sens : 1) elle est d'abord en mesure de fournir *des produits*, de la nourriture aux autres secteurs bien sûr, mais aussi ceux qui seront transformés dans les industries alimentaires ou textiles ; 2) elle offre *des débouchés* pour les produits manufacturés, débouchés qui seront absents chez des paysans appauvris ; 3) elle *dégage des facteurs de production*, une épargne d'abord, servant à financer d'autres activités, infrastructures ou projets, et aussi de la main-d'œuvre si sa productivité augmente (ce qui ne peut manquer d'arriver quand on pense aux moins de 3% de la population active dans les pays développés dans le secteur agricole, contre souvent 60 % et plus en Afrique) ; 4) enfin l'agriculture fournit *des devises* au pays, par l'exportation de produits primaires, devises indispensables pour l'importation d'équipements permettant le développement industriel, et dans les premiers temps elle est la seule à offrir cette possibilité.

L'auteur aborde ensuite des questions d'ordre philosophico-politique (ch. 7, « Revoir le contrat social »), dans une approche inattendue et originale puisqu'il fait un retour à Jean-Jacques Rousseau dont les idées peuvent servir aux réformes d'aujourd'hui, notamment par l'importance qu'il place dans les droits collectifs : « Le principe de gouvernance collective de Rousseau se rapproche dans son esprit d'un système politique multilatéral qui préconise le développement durable » (p. 152). On ne peut que souhaiter bonne chance à une telle vision. Certains passages du chapitre sont cependant contestables. Ainsi p. 160, lorsque l'auteur parle « du milliard de personnes qui se couchent chaque soir le ventre vide. Cette triste réalité constitue certainement une aggravation de ce que Rousseau observait au XVIIIe siècle », on ne peut qu'être étonné puisque les famines étaient endémiques partout jusqu'à son époque et qu'elles ont massivement reculé depuis. Aggravation ? Le terme ne convient en aucun cas.

Un autre passage (p. 165) est lorsque l'auteur affirme : « Le point de vue dominant au Sud est que la dégradation de l'environnement est le principal facteur de l'aggravation des problèmes de la pauvreté et du dénuement ». Le contraire peut être dit aussi : la dégradation de l'environnement est au début la conséquence du développement industriel, lequel réduit la pauvreté. L'exemple de la Chine est là pour le montrer : la misère de masse a été massivement atténuée depuis 1979, mais les problèmes environnementaux n'ont fait qu'empirer.

Ce sont ces problèmes qui sont abordés dans le chapitre 8, « S'adapter aux changements climatiques ». L'auteur commence sur la peste noire du XIVe siècle, « qui répandit la pauvreté en décimant la population », mais ensuite la rareté de la main-d'œuvre permit une hausse des rémunérations. Suit un tour d'horizon des événements qui nous ont conduit à la situation actuelle, depuis la révolution industrielle. Pour l'auteur,

<sup>9</sup> « Un des problèmes cruciaux de la croissance économique moderne est d'arriver à extraire du produit agricole un surplus pour le financement de l'investissement industriel, sans briser en même temps la croissance de l'agriculture », *Modern economic growth*, Yale University Press, 1966.

on l'a vu, l'Afrique ne doit surtout pas renoncer à son industrialisation, mais au contraire transformer sur place ses matières premières pour son développement, lequel développement doit faciliter l'adaptation à la question climatique. Les industries vertes sont évidemment privilégiées, dans « une trajectoire inclusive et bas carbone », et avec « une approche fondée sur une exploitation durable... Elle s'articule autour des principes d'équité..., d'efficacité énergétique, d'inclusion sociale et de développement à grande échelle, avec l'emploi au centre de tout cela ». En outre, une idée intéressante est que l'Afrique, du fait de son retard, peut passer directement aux technologies les plus modernes (exemple bien connu des téléphones portables), un peu comme les *latecomers* de Gerschenkron<sup>10</sup>, à la fin du XIXe, ayant le même avantage par rapport aux *early starters*, handicapés par des techniques vieilles et dépassées : l'Allemagne ou la Russie, qui s'industrialisent trois quarts de siècle après la Grande-Bretagne ou la Belgique. L'auteur évoque avec raison cette possibilité : « Comme l'Afrique n'est prisonnière d'aucun choix technologique, elle peut directement emprunter la voie de l'énergie verte et propre, sans passer par les anciens modèles à forte empreinte carbone ... La plus grande chance de l'Afrique est qu'elle n'a pas besoin d'être modernisée, mais plutôt de faire un bond en avant ».

Le dernier chapitre est consacré aux relations de l'Afrique avec la Chine. Très intéressant, équilibré et bien documenté – l'auteur met toujours en œuvre une bibliographie très riche. On y apprend beaucoup, notamment sur les communautés florissantes d'Africains installés en Chine, sur les projets d'infrastructures, sur l'appréhension des Africains envers les Chinois travaillant chez eux, sur l'appui à l'intégration régionale, etc. On peut noter que la Chine envisage par exemple de construire une autoroute allant de Dakar à Lagos, suivant la côte de toute l'Afrique de l'Ouest. Quand on sait la situation de compartimentation des pays, ce serait une véritable révolution. Les Chinois mettraient ainsi en œuvre des réalisations qui depuis l'époque de la colonisation puis des Indépendances et la coopération avec l'Europe n'avaient jamais été envisagées. Selon l'auteur, « la Chine éclipse les initiatives et la présence des autres partenaires », même si « certaines des négociations engagées par les africains avec d'autres partenaires limiteront la portée de ce qu'ils peuvent faire avec la Chine » (p. 221).

La conclusion rappelle les progrès réalisés, comme le fait qu'actuellement « plus de la moitié des Africains vivent dans des démocraties pluripartites qui fonctionnent » ou les progrès de la gouvernance et la nécessité pour les dirigeants d'agir dans le sens du développement et la fourniture de services de base, ainsi que la reconnaissance plus étendue des minorités et de leurs droits. Sur l'agriculture, l'auteur explique avec raison que, contrairement à toutes les accusations des « tiers-mondistes » des années 1970-1980 sur les cultures d'exportation qui prenaient la place des cultures vivrières, l'Afrique vu l'abondance de ses terres a la possibilité de développer les deux, et c'est ce qu'elle a fait : « Elle peut et doit avoir les deux ». Des agronomes réputés l'avaient déjà expliqué depuis longtemps, constatant que les zones de cultures commerciales étaient aussi celles où les cultures vivrières avaient le plus augmenté leur production, simplement parce que les revenus procurés par les premières permettaient d'acquérir matériel et engrais favorables aux secondes.

Au total donc un livre optimiste et érudit, avec un « punch » remarquable, confirmant dans le fait que l'Afrique revient au premier plan, justifiant le titre ambitieux : « L'Afrique est l'avenir du monde ».

**Jacques Brasseur**

<sup>10</sup> *Economic backwardness in historical perspective*, Harvard University Press, 1962.